



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Programmation 2014-2020

Consultation du Comité de suivi interfonds du 16 au 29 juin 2017

Relevé de décisions

Une consultation écrite du comité de suivi interfonds a été organisée du 16 au 29 juin 2017. Cette consultation portait sur le PO FEDER-FSE, le FEADER et le PON FSE et avait pour objet :

Pour le FEADER 2014-2020 :

- I. **De porter à la connaissance** des membres du Comité les points suivants:
 - L'Etat de la programmation et de la mise en œuvre du PDRR (*annexe 1*)
- II. **De présenter à la validation** des membres du Comité les points suivants:
 - La révision du PDRR (*annexe 2*)
 - Les critères de sélection (*annexe 3*)
 - Le rapport annuel de mise en œuvre de l'année 2016 intégrant un volet évaluatif réglementaire et le résumé à l'intention des citoyens (*annexes 4a et 4b*)

Le Département des Alpes-de-Haute-Provence a émis des observations relatives à la révision du PDR (*annexe 5*)

- sur ce point, la position de l'Autorité de gestion est la suivante : ce rééquilibrage a tenu compte du retard de programmation et de l'importance relative de cofinancements disponibles pour la mesure concernée (type d'opération 7.4.1), qui peuvent permettre de compenser cette baisse. De nouveaux ajustements de la maquette seront possibles lors de prochaines révisions.

Pour le FEDER FSE 2014-2020 :

- I. **De porter à la connaissance** des membres du Comité les points suivants:
 - L'état de la programmation et de la mise en œuvre du programme (*annexe 6*)
 - L'état d'avancement sur les évaluations de mise en œuvre du FEDER et du FSE (*annexe 7*)



UNION EUROPÉENNE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



II. De présenter à la validation des membres du Comité les points suivants:

- Le rapport annuel de mise en œuvre de l'année 2016 et le résumé à l'intention des citoyens (*annexe 8a et 8b*)

Le Département des Alpes-de-Haute-Provence a émis des observations relatives à la mise en œuvre de la programmation du FEDER (*annexe 9*)

- sur ce point, la position de l'Autorité de gestion est la suivante : Concernant les éventuels freins pour le dépôt de dossiers par des porteurs des Alpes de Haute Provence, l'Autorité de gestion souhaite rappeler que les circuits de gestion n'ont pas changé au niveau de la Région sur le FEDER 2014/2020. Il y a eu, au contraire, un souci de simplifier l'accès aux fonds européens, l'intégralité des enveloppes FEDER étant gérées au sein d'un même service de la Région.

La détermination des seuils minimum de FEDER répond à un souci de bonne gestion administrative et financière, tant de la part des porteurs que de l'AG ainsi que des ressources humaines disponibles en lien avec les enveloppes d'assistance technique dédiées aux programmes.

La Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Est a émis des observations relatives au FSE régional (*annexe 10*)

- sur les points soulevés, la position de l'Autorité de gestion est la suivante : comme précisé lors de la réunion technique du 15 juin 2017, le Conseil régional en sa qualité d'Autorité de Gestion travaille à l'élaboration d'une révision du POR FEDER/FSE 2014-2020 pour une transmission à la Commission européenne pour la fin de l'année 2017. Il est prévu préalablement à cet envoi une présentation à l'ensemble du partenariat des grandes orientations de la révision et une consultation du Comité de suivi pour validation des propositions de révision. A cette occasion, la DRPJJ pourra donc pleinement s'exprimer et faire part de ses propositions. L'Autorité de Gestion prend d'ores et déjà bonne note des remarques formulées lors du comité de suivi de juin 2017.

Pour le PON FSE 2014-2020 :

I. De porter à la connaissance des membres du comité de suivi (cf. annexe 11 PowerPoint diffusé en comité technique):

- L'état d'avancement de la programmation des axes 1, 2 et 3 du PON FSE en PACA
Résultat des appels à projets bilatéraux du premier semestre sur les axes 1 et 2, état d'avancement de la programmation des organismes intermédiaires.
- Le résultat des actions d'animation et d'information du premier semestre 2017 ayant pour objectif :



UNION EUROPÉENNE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- de faciliter l'atteinte des cibles fixées sur les publics (jeunes/NEETS/inactifs/chômeurs) ainsi que les objectifs de consommation de la maquette
- de faire connaître les appels à projets et leur teneur
- de faire connaître les nouvelles règles de gestion et les mesures de simplification
- L'état d'avancement des cibles liées aux objectifs de performance
- Les résultats du plan d'action portant relance du programme IEJ : derniers dossiers déposés et taux de programmation actualisé
- Le plan de communication actualisé de la DIRECCTE : Retour sur les événements du joli mois de l'Europe (JME), diffusion du dernier épisode de la web série et préparation des 60 ans de l'Europe
- Les résultats provisoires de l'audit CICC de mai 2017 : présentation des principales remarques
- Le rappel des différents calendriers : renouvellement des subventions globales, appel de fonds d'octobre 2017.

II. De soumettre aux membres du comité les priorités ou requêtes suivantes (soumises à acceptation ultérieure de la DGEFP):

- Les projections des besoins de fongibilité sur l'axe 1 : LA DIRECCTE sollicite à court terme un transfert d'1 million d'euros en faveur de l'appel à projet dédié à la création d'entreprises (transfert sur maquette PACA dès accord DGEFP ou dotation DGEFP additionnelle).
- Une requête portant sur l'adaptation des publics cibles : la DIRECCTE sollicite la tolérance d'un taux modéré de jeunes de moins de 16 ans sur les projets couverts par l'appel à projet dédié à la prévention du décrochage scolaire. Cette requête fait suite aux candidatures de plusieurs bénéficiaires potentiels n'ayant pas pu être retenus sur le fondement de l'appel à projets déjà publié et qui visent spécifiquement le repérage des jeunes déjà identifiés comme susceptibles de décrocher. L'objectif est ainsi de mettre l'accent sur la prévention réelle et d'éviter des ruptures de parcours.
- IEJ : Au titre de l'année 2018, la DIRECCTE PACA se porte candidate à la poursuite de la gestion du programme IEJ dans les Bouches du Rhône et à son extension au département du Var. Elle sollicite par ailleurs le suivi des dossiers en gestion directe, sans intervention de la DGEFP.

III. De soumettre à la décision du comité les propositions suivantes :

Adaptation des seuils d'intervention du FSE :

- Sur proposition de la DGEFP à toutes les DIRECCTE, suppression spécifique du seuil d'intervention pour l'appel à projet dédié aux emplois d'avenir qui sera publié le 17 juillet 2017.



UNION EUROPÉENNE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



- Augmentation du taux d'intervention du FSE à 60% pour ce même appel à projet uniquement (annexe 2 : appel à projets EAV)
- Abaissement spécifique du seuil d'intervention du FSE à 20 000 euros pour les appels à projets dédiés à l'égalité salariale et au vieillissement actif. Publication permanente de ces deux appels à projets jusqu'à fin 2019. Ce seuil est porté à 15 000 euros pour des opérations pluriannuelles
- Maintien du seuil de 30 000 euros pour tous les autres appels à projets des axes 1 et 2.

La Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Est a émis des observations relatives l'IEJ (*annexe10*)

- sur les points soulevés, la DIRECCTE apporte les réponses suivantes après une précision préalable : l'axe 5 du PO FEDER- FSE ne relève pas de la compétence de la DIRECCTE. Il nous paraît toutefois pertinent de vous faire part des analyses suivantes, les problématiques soulevées pouvant également se discuter pour les autres axes d'intervention du FSE :
- 1 Sur l'inadéquation de la structure administrative et financière de certains porteurs potentiels :
L'attribution de subventions FSE est soumise à des conditions qui exigent une organisation administrative de qualité : il convient en effet de s'assurer que ces financements servent effectivement aux objectifs poursuivis, et donc d'éviter les risques de mauvaise utilisation voire de détournements. La vérification des dépenses et de la réalisation effective des actions financées est donc incontournable et va dans le sens de l'intérêt général. C'est ce qui fonde l'obligation d'une organisation administrative fiable pour les porteurs de projet.
 - 2 Sur le forfait de 40% des dépenses de salaire des intervenants directs :
les forfaits (3 types) permettent de simplifier l'évaluation des coûts d'une opération et les obligations administratives de suivi et justifications. Les porteurs peuvent toujours choisir les dépenses réelles (sauf demandes d'aides publiques <ou = à 50 000 € pour certains axes). Dans la majorité des cas, les dépenses salariales directes constituent l'essentiel des dépenses des opérations conduites.
 - 3 Sur le suivi du temps des salariés à temps partiel sur l'opération : Les temps sont toujours traçables, à condition de prévoir dès le départ l'utilisation correcte et au jour le jour des fiches temps.

L'arrêté du 2 février 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 précise :

« lorsque le pourcentage du temps de travail consacré à l'opération est fixe, des copies de fiches de poste ou des copies de lettre de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et le pourcentage fixe du temps de travail consacré à l'opération, sans obligation de mettre en place un système distinct d'enregistrement du temps de travail. Ils doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion ;

...lorsque le pourcentage d'affectation à l'opération est variable d'un mois sur l'autre, des copies de fiches de temps ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Les copies de fiches de temps passées sont datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique. »



UNION EUROPÉENNE



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



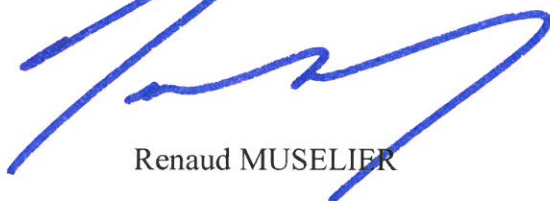
- 4 Sur le délai entre la transmission du bilan et la validation des dépenses :
Il est exact que ce délai est souvent trop long, mais il est dû principalement au manque de justificatifs de certaines dépenses ou de lien avec l'opération conventionnée. Nous faisons pour notre part le maximum pour réduire ce délai, qui porte également préjudice au bon fonctionnement du service
- 5 Sur la révision du PO FEDER FSE : pour ce qui concerne le FSE, pas d'annonce de révision à ce jour
- 6 Sur la reconduction de l'IEJ, cette reconduction semble en voie d'être actée, les montants attribués au département des BDR seront connus cet automne.

DECISIONS :

- **La révision du PDRR est validée**
- **Les critères de sélection du FEADER sont validés**
- **Le rapport de mise en œuvre FEADER 2016 est validé**
- **Les critères de sélection FEADER des projets sont validés**
- **Le rapport annuel de mise en œuvre FEDER-FSE 2016 est validé**
- **Les modifications spécifiques des seuils d'intervention du PON FSE sont validées**

Fait à Marseille le 29 juin 2017

Le Président du Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur,



Renaud MUSELIER

Pour le Préfet de la région
Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Pour le préfet,
Le secrétaire général pour les affaires régionales



Thierry QUEFFELEC